



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/25/20
modifiant l'arrêté préfectoral du 25 février 2008
autorisant la société CLARIANT Production France
à prolonger la durée d'exploitation de la carrière
sur la commune de Vexin-sur-Epte (Tourny)**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

l'arrêté préfectoral n° D3/B4-08-35 du 25 février 2008, autorisant la Société Française des Bentonites et Dérivés à exploiter une carrière sur la commune de Vexin-sur-Epte (ancienne commune de Tourny),

l'arrêté préfectoral n° D1-B1-14-535 du 10 juillet 2014, modifiant l'arrêté préfectoral du 25 février 2008 et autorisant le changement d'exploitant de la carrière sise sur la commune de Tourny au profit de la société CLARIANT Production France,

l'arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/23/24 du 13 février 2023, modifiant l'arrêté préfectoral du 25 février 2008 et prolongeant de 24 mois la durée de l'autorisation,

le dossier de demande de la société CLARIANT Production France de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière, transmis le 18 octobre 2024, complété le 28 novembre 2024,

le rapport de recevabilité du 29 novembre 2024,

l'avis de participation du public par voie électronique prescrivant l'ouverture d'une Participation du Public par Voie Électronique (PPVE) pendant une durée de 15 jours, du 20 janvier 2025 au 3 février 2025 inclus,

le rapport de l'inspecteur des installations classées du 13 février 2025,

le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 13 février 2025 à la connaissance du demandeur, et les observations en retour en date du 13 février 2025,

CONSIDÉRANT

que l'arrêté préfectoral du 25 février 2008 modifié autorise l'exploitation d'une carrière sur la commune de Vexin-sur-Epte (Tourny) jusqu'au 4 mars 2025,

que la société CLARIANT Production France sollicite une prolongation de la durée d'exploitation de la carrière pour une durée de 13 ans, portant ainsi la durée totale de l'autorisation à 30 ans,

que la société CLARIANT Production France possède la maîtrise foncière des parcelles exploitées, pendant toute la durée de prolongation sollicitée, via un avenant au contrat de forage du 30 septembre 2024 avec M. Thomas Durand, gérant de Groupement Foncier Agricole de la Roncelette,

que par lettre en date du 1^{er} octobre 2024, M. Thomas Durand, gérant de Groupement Foncier Agricole de la Roncelette, a donné un avis favorable pour cette demande de prolongation et la remise en état,

que par lettre en date du 8 octobre 2024 la commune de Vexin-sur-Epte, a donné un avis favorable pour cette demande de prolongation et la remise en état,

que la demande de prolongation sollicitée par la société CLARIANT Production France n'entraîne pas de modification des seuils de la nomenclature ICPE, ni d'augmentation des capacités d'exploitation visées dans l'arrêté préfectoral du 25 février 2008 modifié,

qu'aucune observation n'a été faite sur le registre numérique de la participation du public par voie électronique (PPVE), qui s'est déroulé du 20 janvier au 3 février 2025,

que cette demande de prolongation ne modifie pas l'emprise autorisée de la carrière,

que cette demande de prolongation n'est pas considérée comme une modification substantielle et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

que la société CLARIANT Production France a constitué des garanties financières jusqu'au 4 mars 2025 et qu'elles sont à constituer jusqu'à la fin de la prolongation de fonctionnement, soit jusqu'au 4 mars 2038,

que, conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'il juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier

La société CLARIANT Production France est tenue de respecter, pour la carrière de Vexin-sur-Epte (site de Tourny), les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2008 modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°D1-B1-14-535 du 10 juillet 2014,
- l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ECD/23/24 du 13 février 2023.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 février 2008 modifié sont complétées ou remplacées par celles du présent arrêté.

Article 2 - Rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article « 1.2 -Rubriques de classement au titre des Installations Classées » de l'arrêté préfectoral du 25 février 2008, est remplacé par :

«Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	Rég (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Capacité autorisée
2510	1	A	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux à l'exception de celles visées au 5 et 6	Superficie totale autorisée Superficie totale à exploiter Production moyenne annuelle Production maximale annuelle	72 165 m ² env. 50 000 m ² 14 000 t 18 000 t
2517	2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	5 300 m ²

(*) : A (autorisation) ou E (enregistrement) ou DC (déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du code de l'environnement) ou D (déclaration) ou NC (non classé).

Horaires de fonctionnement :

L'exploitation de la carrière s'effectuera du lundi au vendredi de 7h30 à 17h30, sauf jours fériés.

L'extraction s'effectue uniquement par temps sec.

L'exploitant doit mettre en place un suivi des volumes et tonnages des matériaux extraits afin de s'assurer du respect des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral. »

Article 3 – Durée de l'autorisation

La durée totale de l'autorisation d'exploiter est de **30 ans, soit jusqu'au 4 mars 2038**. Cette durée inclut la remise en état du site.

Article 4 – Phasage

L'article « 3.4.1. Organisation de l'extraction » de l'arrêté préfectoral du 25 février 2008, est remplacé par :

« Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, conformément au plan annexé au présent arrêté (annexe 1).

L'extraction est réalisée en phases, conformément au plan de phasage d'exploitation annexé au présent arrêté (annexes 1 et 2 : état des lieux de l'exploitation et plans de phasage des travaux).

Pendant la durée de la prolongation demandée, les casiers n° 13, 14, 15 et 4 sont extraits et un volume global de 166 000 tonnes (soit environ 92 300 m³) de bentonite est acheminé jusqu'à l'usine du Tréport.

L'extraction se poursuit par le casier n° 13. Le décapage du casier s'effectue du Nord vers le Sud. L'extraction s'effectue de l'Ouest vers l'Est. Le casier représente un volume de bentonite d'environ 34 000 tonnes.

Puis l'extraction continue sur le casier n° 14. Le décapage s'effectue de l'Est vers l'Ouest. L'extraction se déroule de l'Ouest vers l'Est, dans le prolongement du casier n° 13. Il est extrait un volume d'environ 33 000 tonnes du casier n° 14.

Le casier n° 15 est ensuite décapé de l'Est vers l'Ouest, et extrait dans le prolongement du casier n° 4, de l'Ouest vers l'Est. Il y est extrait environ 33 000 tonnes.

L'exploitation du site se termine par le casier n° 4, qui servira de plateforme de stockage de la bentonite jusqu'à son extraction. Le décapage du casier s'effectue dans le sens Ouest-Est. L'extraction s'effectue du Sud vers le Nord. Il est extrait environ 36 000 tonnes de bentonite dans ce casier.

La dernière année d'exploitation servira à terminer d'acheminer les matériaux vers l'usine du Tréport et finaliser la remise en état. Il n'y aura pas d'extraction sur le site.

Phase quinquennale	Casier	Durée	Volume extrait	Volume acheminé jusqu'à l'usine du Tréport
Phase n°1 (0 à 5 ans)	N°13	3 ans	34 000 tonnes	64 000 tonnes
	N°14	2 ans	22 000 tonnes	
Phase n°2 (5 à 10 ans)	N°14	1 an	11 000 tonnes	64 000 tonnes
	N°15	3 ans	33 000 tonnes	
	N°4	1 an	12 000 tonnes	
Phase n°3 (10 à 13 ans)	N°4	2 ans	24 000 tonnes	38 000 tonnes
	Réaménagement final	1 an	-	
TOTAL			136 000 tonnes	166 000 tonnes

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, à plat sur la surface de phase à exploiter, au moyen d'engins mécaniques sans utilisation d'explosifs. »

Article 5 – Garanties financières

L'article « 5.2 Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014, est remplacé par :

« La société CLARIANT Production France fournit au préfet de l'Eure, dans un **délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant du renouvellement des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

Le tableau ci-dessous indique les valeurs des différents paramètres et les montant des garanties financières proposés pour les trois périodes restantes :

	Période 2025- 2030	Période 2030- 2035	Période 2035 - 4 mars 2038 (fin de l'autorisation)
S1 (en ha)	0,70	0,80	0,03
S2 (en ha)	1,06	0,73	0,35
S3 (en ha)	0,36	0,40	0,20
Montant des garanties financières (en euros TTC)	73716	61324	22012

L'indice TP01 retenu pour le calcul est celui de juin 2024 soit 848,18 après application du coefficient de raccordement de 6,5345. Le taux de TVA pris en compte est celui applicable en vigueur soit 20 %. »

Article 6 – Remise en état

L'article « 4.1.2. Remise en état » de l'arrêté préfectoral du 25 février 2008, est remplacé par :

4.1.2 Remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan de réaménagement du site annexé au présent arrêté (annexe 3 : plan de remise en état du site).

La remise en état des lieux prévue consistera en la restitution de la vocation agricole et naturelle initiale du site en créant des milieux prairiaux et humides semblables à ceux existant avant l'exploitation.

Pour cela, sur 2 ha seront créés des habitats de mégaphorbiaies et prairies humides aux particularités écologiques aussi riches et diversifiées qu'avant l'exploitation. Sur le reste du site sera créée une prairie mésophile semblable à celle existante avant l'exploitation avec plantation de bosquets d'arbres et d'arbustes disséminés sur la totalité de la zone.

Les talus définitifs créés avec les stériles d'exploitation auront une pente maximale de 26° (2 horizontaux pour 1 vertical). Ils seront recoupés par une risberme de 3 mètres de largeur lorsque leur hauteur totale dépassera 10 mètres.

Le merlon de terre prévu à l'article 7.2.2 sera démantelé au terme de la dernière phase d'exploitation et sera utilisé pour procéder au réaménagement du dernier casier.

L'ensemble des terrains sera nettoyé et, d'une manière générale, toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site seront supprimées.

4.1.2.1 Zone humide

La zone humide comprendra :

- un plan d'eau situé à l'ouest du site, en point bas de la zone humide d'une superficie d'environ 5 000 m². Il sera peu profond et aura des berges peu pentues favorisant l'implantation d'une roselière,
- une zone humide à l'est du site, entourée de mégaphorbiaie,
- la mégaphorbiaie sera composée d'espèces locales,
- la roselière sera également composée d'espèces locales semblables à celles colonisant l'étang de la prairie voisine.

4.1.2.2 Milieu prairial

Concernant le milieu prairial :

- le sol sera reconstitué à l'équivalent sur le fond de fouille à l'aide des terres de découverte du site (1,5 mètres d'épaisseur en moyenne dont 30 cm environ de terre végétale),
- le sol de la plate-forme et les talus de découverte seront recouverts de terre végétale et d'une prairie composée d'espèces locales de pâturage,
- des bosquets d'arbres et d'arbustes locaux seront plantés de manière éparse et dans la mégaphorbiaie,
- une rampe d'accès à la plate-forme réaménagée sera maintenue en place.

Article 7 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Vexin-sur-Epte et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 - Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Eure, le sous-préfet de l'arrondissement des Andelys, le maire de la commune de Vexin-sur-Epte, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est également adressée :

- à Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- à Monsieur le maire de la commune de Vexin-sur-Epte,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **25 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES